

En Egypte, Hillary Clinton défend un rôle équilibré pour les Etats-Unis

LE MONDE | 16.07.2012 à 14h58 | Par [Corine Lesnes](#) ((Washington, correspondante))

Abonnez-vous à partir de 1 € [Réagir](#) Classer ...



Hillary Clinton reçue par le président égyptien Mohamed Morsi au Caire, le 14 juillet. | AP/Brendan Smialowski

Les Etats-Unis rouvrant leur consulat à Alexandrie : le geste se voulait pragmatique. Pour sa première visite en [Egypte](#), samedi 14 et dimanche 15 juillet, depuis l'élection de Mohamed Morsi, Hillary Clinton entendait [essayer](#) d'[éviter](#) les embûches, en insistant sur le "rôle positif" que les Etats-Unis sont prêts à [jouer](#) dans le développement de l'économie du pays : une enveloppe de 1 milliard de dollars (817 millions d'euros) et la transformation de la dette égyptienne en [crédits](#) pour un fonds de développement des [entreprises](#).

La secrétaire d'Etat a vite été rattrapée par la complexité locale. Plusieurs des dirigeants chrétiens qu'elle devait [rencontrer](#) ont boycotté l'entrevue pour [protester](#) contre la légitimité donnée par sa visite aux Frères musulmans. A Alexandrie, elle a essayé de [corriger](#) les perceptions : "Je sais que les Egyptiens ont des doutes sur notre position (...). J'ai entendu [dire](#) que nous soutenons une faction [politique](#) et, quelques semaines plus tard, j'entends que nous en soutenons une autre, a-t-elle remarqué. Je veux [être](#) claire : il n'est pas dans le rôle des Etats-Unis de [choisir](#) en Egypte les vainqueurs et les perdants, même si nous le pouvions, ce qui n'est évidemment pas le cas."

Sans trop de succès. Son convoi a plus tard essuyé des jets de chaussures et de tomates. Les invectives ont fleuri, comme les pancartes : "Va-t-en Clinton !" Et les reporters qui suivent ce qu'ils appellent la "tournée mondiale" de la secrétaire d'Etat de l'Asie à [Israël](#) où elle est arrivée lundi, ont entendu les huées : "Monica ! Monica !", le prénom de la stagiaire avec laquelle [Bill Clinton](#) avait eu des relations qui lui valurent une procédure de destitution en 1998.

PRINCIPAL BAILLEUR DE FONDS DE L'ÉGYPTE

On ne saurait mieux [résumer](#) la situation étrange dans laquelle se retrouvent les Etats-Unis, pris à partie de tous les côtés, tout en continuant à [être](#) le principal bailleur de fonds du pays. Samedi, M^{me} Clinton a rencontré [Mohamed Morsi](#), un homme qui a été mis en prison par le régime que soutenait Washington depuis des décennies.

La photo était dimanche à la "une" des quotidiens : [Hillary Clinton](#) assise sur un canapé ; Mohamed Morsi riant aux éclats. Selon les témoins, ils se parlent en anglais : l'Egyptien, professeur en ingénierie, est titulaire d'un doctorat de l'[Université de Californie](#) du Sud, obtenu en 1982.

La visite de M^{me} Clinton avait fait l'objet d'un vif débat dans l'administration Obama. La secrétaire d'Etat avait finalement décidé de [venir](#) sur place, et de [rencontrer](#) aussi bien Mohamed Morsi que le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces [armées](#) (CSFA) pour [voir](#) ce que les Etats-Unis "*peuvent [faire](#) pour [soutenir](#) une transition complète*". Elliott Abrams, l'ancien collaborateur de [George Bush](#), avait estimé que la visite était nettement prématurée, compte tenu des déclarations "au vitriol" tenues par M. Morsi sur les Etats-Unis, et sa mise en doute que les attaques du 11 septembre 2001 aient été l'œuvre de terroristes.

Le message a montré à quel point la [diplomatie](#) américaine est sur la corde raide. A la dernière minute, M^{me} Clinton a annulé un discours sur les droits de l'homme. Auprès de Mohamed Morsi, elle a insisté sur le nécessaire "*compromis*" à [trouver](#) avec les militaires. Avant l'entretien avec le maréchal Tantaoui, elle a relevé la nécessité d'[aller](#) jusqu'au bout de la transition vers un gouvernement civil, et de [limiter](#) l'[armée](#) "*à un pur rôle de sécurité nationale*". En même temps, elle a félicité cette dernière de s'[être](#) placée du côté du peuple pendant la révolution, contrairement à l'armée syrienne.

1,3 MILLIARD DE DOLLARS D'[AIDE](#) MILITAIRE PAR AN

La question de l'aide militaire à l'Egypte - troisième bénéficiaire avec 1,3 milliard de dollars par an, derrière Israël et l'[Afghanistan](#) - est en débat à Washington. Le Congrès a très mal pris que 19 Américains soient poursuivis en Egypte depuis fin décembre 2011 pour [avoir](#) travaillé avec des ONG du mouvement pro-démocratie.

Dans le collectif budgétaire 2012, les parlementaires ont ajouté une clause selon laquelle l'aide ne peut [être](#) déboursée que si le département d'Etat certifie que la transition se déroule dans le respect de l'Etat de droit. En mars, M^{me} Clinton a fait [jouer](#) une dérogation qui permet les versements si elle estime que l'intérêt national est en jeu. Elle n'a pas attesté du fonctionnement démocratique de l'Egypte mais le versement de l'aide (170 millions de dollars par mois) n'a pas été interrompu. Il est vrai que, comme l'a fait [remarquer](#) le *New York Times*, [interrompre](#) l'assistance menacerait l'[emploi](#) parmi les sous-traitants de l'[industrie](#) américaine de l'armement.

En Egypte aussi, des voix se sont élevées à l'Assemblée pour ne plus [accepter](#) l'aide américaine, selon le service de recherches du Congrès, qui a publié le 21 juin un rapport sur "la transition sous régime militaire". Les Egyptiens ont mal pris que les responsables des ONG américaines soient expulsés, le 1^{er} mars, contre l'avis des magistrats. Des hommes politiques ont lancé un "Fonds pour la dignité et la fierté" avec l'espoir de [remplacer](#) l'aide américaine. Ils ont levé 10 millions de dollars.

-  [Corine Lesnes](#) ((Washington, correspondante))
Correspondante du Monde aux Etats-Unis **Suivre** [Aller sur la page de ce journaliste](#)

HRW contre les tribunaux militaires pour les civils

L'organisation non gouvernementale Human Rights Watch (HRW) a invité, dimanche 15 juillet, le président égyptien Mohamed Morsi à interdire aux tribunaux militaires de juger des civils, conformément au droit international. Au moins 12 000 civils, soit davantage que pendant les trente ans de la présidence d'Hosni Moubarak, ont été jugés à huis clos par ces juridictions depuis le soulèvement populaire de 2011, selon les mouvements de défense des droits de l'homme. Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans, a formé récemment une commission dirigée par un juge pour enquêter sur le phénomène, mais son mandat se limite aux condamnations prononcées jusqu'au 30 juin 2012, selon HRW. - (AFP.)
